

# **L'économie solidaire comme radicalisation de la démocratie**

**Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale du Québec**

**Porto Alegre – Séminaire sur l'économie solidaire - 1er février 2002**

Je voudrais d'abord exprimer toute la fierté que je ressens, en tant que québécoise, de pouvoir participer activement à ce séminaire sur l'économie solidaire dans le cadre du Forum social mondial. Pour ceux et celles qui ne le savent pas, le Québec est une petite société francophone de 7 millions de personnes, qui réussit à vivre en tant que société distincte dans le vaste océan de langue anglaise que représentent les États Unis et le reste du Canada. C'est sans doute en partie à cause de notre réalité de minorité que nous avons dû, dans notre histoire, nous serrer les coudes et nous appuyer sur des solidarités internes pour continuer en tant que peuple à progresser et à nous épanouir. C'est sans doute aussi en partie à cause de cela que le Québec est aujourd'hui un terrain très fertile pour le développement de l'économie solidaire.

Mais, comme tous les autres peuples du monde, grands et petits, nous avons aussi goûté durant les dernières décennies au rouleau compresseur de la mondialisation néo-libérale. Comme tous les autres peuples de la planète, nous nous sommes aussi fait dire que notre désir de nous affirmer collectivement était chose du passé, que les frontières n'existaient plus, que la notion du territoire n'était plus pertinente, que la globalisation des marchés et la financiarisation de l'économie étaient non seulement des faits inéluctables, mais également des phénomènes souhaitables. Et même si nous vivons dans un pays du Nord, une société riche, nous avons été témoins, depuis quelques décennies, d'un élargissement inquiétant de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Nous avons aussi été témoins d'une incapacité grandissante de notre État à répondre aux besoins sociaux, économiques, et culturels de notre population, et particulièrement des personnes qui vivent des situations d'exclusion.

Mais les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises. Car, comme tous les autres peuples, nous avons été aussi témoins depuis quelques décennies d'une résistance de plus en plus forte à la gestion néo-libérale de la mondialisation. Partout, dans les quartiers urbains, dans les milieux ruraux, dans les usines et dans les écoles, les jeunes et les moins jeunes ont levé la voix, sont sortis dans les rues pour dire non à la mondialisation. À Québec, il y a à peine 10 mois, nous étions 60,000 personnes dans la rue et quelques milliers de participants au Sommet des peuples des Amériques pour dire non à la zone de libre échange des Amériques, la ZLEA, qui se négocie présentement pour les Amériques. Ici à Porto Alegre, nous sommes quelques centaines de délégués québécois de milieux divers qui participons au Forum Social Mondial. Nous sommes reconnaissants pour tous les efforts que nos amis brésiliens ont consacrés à l'organisation de cet événement extraordinaire.

Mais si au Québec, comme à Seattle, comme à Gène et comme ici à Porto Alegre, nous sommes de plus en plus nombreux à résister à la mondialisation néo-libérale, nous sommes aussi, de plus en plus nombreux à travailler concrètement, quotidiennement et patiemment à la construction d'une autre mondialisation, une mondialisation fondée sur une démocratie réelle, une démocratie politique, économique et culturelle, une démocratie d'inclusion.

C'est dans cette optique que je voudrais aborder aujourd'hui ce thème de l'économie solidaire comme projet de radicalisation de la démocratie.

Je dois vous avertir tout de suite : je ne suis pas une théoricienne, ni de l'économie ni de la démocratie. J'ai fait mon apprentissage de la lutte pour une démocratie économique, politique et culturelle sur le terrain, dans un travail de construction concrète de projets sociaux et économiques. Depuis quelques années, j'ai participé activement à la création d'une coalition large qui regroupe à la fois des réseaux québécois d'entreprises collectives, coopératives et associatives, des organisations de développement local basées à la fois dans des quartiers urbains et des milieux ruraux, et les grands mouvements sociaux –syndical, associatif, écologiste, culturel, féministe– qui partagent les valeurs de l'économie solidaire. Nous avons regroupé nos forces dans le but de lutter pour une plus grande reconnaissance de la réalité de l'économie solidaire et surtout pour mieux soutenir les hommes et les femmes qui œuvrent

quotidiennement à construire des initiatives qui contribuent à la création d'une économie plus solidaire, plus démocratique, plus humaine. Nous pouvons aujourd'hui constater à quel point ce regroupement des forces a permis une plus grande reconnaissance de l'économie solidaire, d'ouvrir des espaces pour des initiatives de plus en plus nombreuses, de faire adopter des politiques publiques en faveur de l'économie solidaire, de nous doter d'outils de formation, de financement, de recherche et d'innovation adaptés aux réalités et aux valeurs de l'économie solidaire.

Mais nous avons pu constater aussi toutes les difficultés qui nous confrontent dans la construction de cet espace économique démocratique et solidaire. Nous commençons à peine à comprendre collectivement l'ampleur du défi que nous avons choisi de relever. Car nous sommes conscients que le projet économique, politique, social et culturel dans lequel s'inscrit l'économie solidaire, exige une redéfinition, voire une radicalisation de la démocratie au niveau local, régional et international et cela non seulement dans les mots et les discours mais dans la réalité quotidienne dans laquelle nous évoluons. Nous sommes conscients que la volonté des acteurs de l'économie solidaire de repenser le modèle de développement de façon à mettre le social et non le capital au poste de commande, à rétablir l'économie comme un instrument de développement et non pas une fin en soi, à imposer l'environnement comme une conditionnalité nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent, nous sommes conscients que tout cela exige que nos pratiques et notre compréhension de la démocratie s'articulent autrement.

Pourtant, et ceci est particulièrement vrai dans les pays du Nord qui ont une longue tradition de démocratie parlementaire, on peut se demander pourquoi concevoir l'économie solidaire comme forme de radicalisation de la démocratie. Pourquoi est-ce que l'économie solidaire ne peut pas se contenter des formes traditionnelles de démocratie que sont la démocratie représentative, la démocratie électorale ou la démocratie parlementaire ? Pourquoi souligner avec tant d'insistance les limites d'une démocratie représentative alors que, encore aujourd'hui, des hommes et des femmes dans plusieurs pays, continuent à sacrifier leurs vies dans sa défense ?

Je crois qu'il faut, en effet, être conscient du danger de rejeter d'emblée les acquis démocratiques gagnés de haute lutte au cours des derniers siècles. Nous ne pouvons, nous ne devons pas nous permettre de sous-évaluer les fruits des luttes des peuples à travers le monde pour le droit de choisir leur propre gouvernement. Car, malgré tous les défauts de la démocratie représentative, le droit d'élire les hommes et les femmes qui dirigent le gouvernement de son pays doit rester un droit fondamental pour tous les citoyens et citoyennes du monde.

Il n'est pas question non plus de sous-estimer l'importance du rôle des États nations dans leurs fonctions de redistribution de la richesse, de détermination des politiques sociales et économiques, de régulation sociale, de protection de nos cultures, et j'en passe. Un des plus grands drames qui se vivent présentement dans trop de pays du monde, est l'incapacité des États nations d'offrir à leur population des services de base en santé, en éducation et en protection sociale. Et pourtant, il s'agit là de certains des droits démocratiques les plus fondamentaux.

Pour prendre un exemple très terre à terre de l'importance de l'État, nous ne serions sans doute pas ici ensemble aujourd'hui à Porto Alegre n'eût été le fait que la population de Rio Grande du Sul a élu un gouvernement dont la volonté est de devenir un participant actif dans la construction d'une autre mondialisation comme l'affirme le mot d'ordre du FSM : Un autre monde est possible.

Mais il est aussi évident aujourd'hui plus que jamais que la démocratie représentative, qui se limite à l'exercice du droit de vote une fois par quatre ou cinq ans, ne suffit pas. Ces limites ont toujours existé, car il n'y a pas de pays au monde qui ait été à l'abri du détournement du processus électoral par la force de l'argent, que ça soit par l'achat direct des votes ou le contrôle des élus par des lobbies capitalistes ou par la manipulation de l'opinion publique par des médias à la solde des classes dominantes.

Aujourd'hui, dans le contexte de la mondialisation, ces limites sont encore plus évidentes. À force de constater à quel point le capitalisme à prédominance nationale a cédé sa place à un capitalisme sauvage à l'échelle mondiale, les formes de résistance et de construction d'alternatives doivent nécessairement dépasser, elles aussi, les frontières des pays et des continents.

Dans les faits, le défi de la démocratie en contexte de globalisation exige une construction démocratique à toutes les échelles et dans toutes les sphères de la vie. La démocratie doit être à la fois politique, économique et culturelle. Elle doit répondre aux aspirations des hommes et des femmes partout sur la planète en leur permettant de devenir des acteurs et non pas des spectateurs de leur vie et leur environnement.

La véritable démocratie doit permettre à tout le monde d'avoir accès à des outils pour transformer le quotidien. Elle doit être porteuse de l'inclusion dans l'exercice de la citoyenneté en permettant à tous et toutes —indépendamment de leur lieu de résidence, de leur statut social, de leur revenu ou de leur formation— de débattre et de participer activement aux décisions. Une véritable démocratie doit permettre aux individus et surtout aux groupes d'individus liés par la défense de l'intérêt collectif —et non pas l'intérêt corporatif— d'agir ensemble et surtout d'interagir et de négocier en position de force avec les puissances qui établissent aujourd'hui les règles du jeu, autant sur le plan local et national que sur le plan international.

C'est ainsi qu'il faut reconnaître que la démocratie ne peut pas se limiter à un niveau, celui d'une nation, ni à une forme, celle de la représentation. La démocratie doit vivre et s'épanouir au sein de l'entreprise où l'on travaille, au sein du quartier ou du village où l'on vit, à l'échelle de la planète où nous vivons tous et toutes. Ainsi, dans cette perspective, l'économie solidaire se situe dans les faits au cœur d'un projet de renouvellement de la démocratie sur les plans économique, politique et culturel.

Pourquoi et surtout comment se vit ce renouvellement ? Comment ces milliers d'initiatives d'économie solidaire à travers la planète, —les micro-initiatives de femmes dans des villages en Afrique, les expériences d'autogestion menées par des travailleurs au sein de coopératives de production ici au Brésil, la création d'outils d'épargne et financement solidaire en France, les initiatives de revitalisation dans les quartiers pauvres de Montréal, les cuisines collectives au Pérou, les projets de commerce équitable entre pays du Nord et du Sud, les recycleries en Belgique, les coopératives sociales en Italie— comment ces initiatives contribuent-elles concrètement à un renouveau, voire à une radicalisation de la démocratie ?

En premier lieu, je crois que ces initiatives permettent à des hommes et des femmes à travers le monde, à des collectivités entières, de se développer et de répondre à leur propres besoins sans pour autant rejeter les valeurs de solidarité et de justice sociale, qui leur sont propres. En soi, devant l'omniprésence d'une économie libérale sans âme, il s'agit d'un exploit. Ce faisant, l'économie solidaire contribue au renouvellement de la démocratie en permettant aux personnes, souvent exclues, d'agir sur leur quotidien ; aux femmes d'établir leur autonomie économique ; aux collectivités locales de se développer en misant sur des valeurs et des pratiques de solidarité.

Mais l'économie solidaire ne sera qu'un rêve ou une illusion si nos ambitions se limitaient à permettre aux exclus de répondre à des besoins non-comblés, même à travers des pratiques solidaires et démocratiques. L'économie solidaire n'aura pas d'avenir si elle se limite à créer de petits espaces démocratiques complètement isolés du quotidien de la vaste majorité de nos populations.

Le mouvement d'économie solidaire qui est en construction à travers la planète a une fonction encore plus fondamentale dans le contexte actuel. Par la multiplication des pratiques, par les innovations qui en découlent, par les découvertes qui sont faites collectivement, l'économie solidaire nous permet de prendre acte collectivement de la possibilité de faire l'économie autrement. Elle nous aide à briser le fatalisme avec lequel l'idéologie néo-libérale nous confronte prétendant être le seul mode de développement. Elle nous permet d'affronter concrètement et en connaissance de cause les stratégies basées uniquement sur la financiarisation de l'économie. Ce faisant, elle s'attaque aux fondements

mêmes de l'économie néo-libérale. Elle nous donne confiance dans notre capacité d'entreprendre collectivement. Elle nous permet d'imaginer d'autres stratégies plus larges, plus complètes, pour développer une économie mondiale qui soit à la fois globale et solidaire.

C'est ainsi que l'économie solidaire vient ajouter un volet essentiel au mouvement politique pour une autre mondialisation. Elle élargit le mouvement de résistance et l'invite à la construction. Elle contribue à cette construction d'une autre mondialisation, au renouvellement de la démocratie en l'élargissant à la démocratie économique, enracinée dans l'entreprise, dans le territoire, dans le village, dans le quartier, dans les formes d'échanges commerciaux, dans l'utilisation du capital pour des fins de solidarité et non pas d'enrichissement individuel. Elle permet la reconnaissance du fait qu'une autre mondialisation ne peut être qu'un acte politique, qu'elle doit se baser sur une vision plus globale qui arrime les dimensions politique, sociale, économique et culturelle. Elle nous rappelle qu'il ne suffit pas de manifester pour que la société civile obtienne la reconnaissance et une participation aux discussions concernant les échanges commerciaux et les accords entre les nations. Il faut également que les acteurs et actrices de l'économie solidaire aient une reconnaissance économique, un espace important et reconnu dans la vie économique aux niveaux local, national et bientôt, espérons-le, international.

Bien sûr, et comme toujours, il est plus facile de dire que de faire. Même dans des lieux soit disant les plus démocratiques de la planète, la possibilité de construire une économie plus solidaire, plus démocratique, basée sur des valeurs de justice sociale et de développement durable, est encore considérée par la majorité soit comme un rêve irréalisable, soit comme un projet dépassé et démodé.

Comment pouvons-nous travailler pour qu'il en soit autrement ? Comment faire en sorte que l'économie solidaire contribue au renouvellement de la démocratie en offrant la possibilité à des hommes et des femmes à travers la planète de choisir une économie solidaire et un modèle de développement démocratique plutôt qu'une économie capitaliste et un modèle de développement néo-libéral ? Pour y arriver, les défis sont nombreux.

Quels sont ces défis ?

Je crois que notre premier défi collectif est la reconnaissance de notre existence et de notre droit d'exister. Car la force de notre réalité – celle d'une multitude d'initiatives diverses enracinées localement – est aussi une faiblesse quand il s'agit de la traduire en reconnaissance. Nous ne représentons pas des multinationales dont la présence domine les médias et les lobbies politiques. Nos entreprises ne sont pas cotées en bourse et, conséquemment, elles sont absentes des pages économiques. Nous ne promettons pas de gros rendements à des actionnaires obsédés par la maximisation des profits. Notre recherche de reconnaissance doit se poursuivre autrement, par des actions de visibilité auprès de nos communautés, par la construction de réseaux nationaux et internationaux pour faire connaître nos actions et nos options, par un débat ouvert et large sur l'importance d'une économie solidaire et démocratique au sein d'un nouveau modèle de développement.

L'organisation de la conférence et de ce séminaire sur l'économie solidaire au sein du Forum social mondial constitue un acquis important pour nous, les acteurs de l'économie solidaire. Et nous remercions les organisateurs pour cette opportunité. Dans notre quête de reconnaissance, il faudra également nous assurer, dans les prochains jours, que les documents finaux du Forum nomment clairement et souligneront notre contribution, comme nous devons renforcer nos liens avec tous les autres mouvements sociaux qui partagent notre désir profond pour une autre mondialisation.

Un deuxième défi nous attend pour assurer que l'économie solidaire deviendra un choix réel pour la population de la planète et contribue concrètement à la construction démocratique, c'est le défi de renforcer notre capacité collective de faire de l'économie solidairement. Comme dans toute forme de développement économique, nous ne pouvons pas agir sans moyens. Nous avons besoin d'accès au capital, d'accès à la formation, d'accès à des réseaux, d'accès à des outils de recherche et développement. À travers la planète, il y a de plus en plus d'expériences réussies, d'innovations, de

leçons à apprendre l'un de l'autre et nous avons énormément de travail à faire pour nous renforcer mutuellement.

Nous allons devoir, au cours des prochaines années, nous mettre en mode accéléré. Nous ne pouvons plus nous contenter de rester toujours dans les marges, cantonnés dans des initiatives de petite taille, sans lien les unes avec les autres. Il ne faut pas avoir peur de ratisser large, de réclamer des moyens costauds et d'obtenir l'accès à du capital considérable, tout en restant solidaires. Il ne faut pas nous contenter de prendre l'espace économique que les autres ne veulent pas. Nous devons apprendre à confronter le privé sur son propre terrain et convaincre nos gouvernements et nos populations de faire le choix de l'économie solidaire. C'est la voie incontournable que nous devons prendre pour enfin assumer pleinement notre prétention à influencer les modèles de développement.

Gagner la reconnaissance et l'accès à des outils de développement ne se feront pas facilement. Pour y arriver, nous allons devoir renforcer nos propres réseaux et surtout créer des réseaux de plus en plus forts au niveau international. La construction de ces réseaux globaux ne peut pas se faire simplement sur la base de rêves ou de discours. Elle ne peut pas non plus être l'œuvre de quelques individus bien intentionnés. La démocratie économique, l'économie solidaire comme forme de radicalisation de la démocratie ne se réalisera pas sans qu'elle soit bien enracinée dans des pratiques concrètes, dans des mobilisations locales, dans des réseaux nationaux et continentaux de mieux en mieux structurés et respectueux des réalités différentes de chaque continent, de chaque pays. Elle ne peut pas se construire par des processus d'exclusion, dans la recherche de lignes justes, dans le rejet de l'autre. Il s'agit d'ailleurs d'un des fondements même d'une véritable démocratie, ce processus d'inclusion, de respect des différences, de construction à partir de la base.

Bien sûr, nous n'avons pas toutes les solutions. Nous sommes au début de quelque chose de grandiose et non pas à la fin. Nous avons tout un monde à inventer. Nous avons des leçons à tirer de l'expérience des organisations collectives plus anciennes pour apprendre à grandir sans perdre de vue notre mission et nos bases. Il est normal, dans ce vaste travail de démocratisation économique, que nous puissions nous tromper dans nos apprentissages ou que nous progressions plus lentement que nous ne l'aurions souhaité. L'important est de pouvoir continuer à progresser tout en apprenant de nos erreurs et en accélérant le pas au fur et à mesure que nos capacités internes se consolident. Il faut donc assurer une grande transparence dans toutes nos démarches, tout en refusant de sombrer dans un doute paralysant devant chaque difficulté rencontrée.

En même temps, nous avons un travail à faire ensemble afin d'approfondir nos réflexions communes sur des questions fondamentales telles que le rôle des Etats nations, le rôle du marché, les rapports entre le Sud et le Nord, les rapports hommes-femmes et le respect de la diversité. Notre capacité de construire une autre mondialisation dépend aussi de notre capacité de nous donner une vision commune, malgré nos réalités si diverses.

Pour conclure, je voudrais simplement réitérer le plaisir et la fierté d'être ici aujourd'hui. Qui aurait pensé, il y a dix ou quinze ans, quand nous étions quelques-uns dans divers pays à travers le monde, à commencer, isolés l'un de l'autre, à initier de nouvelles activités économiques basées sur des valeurs de solidarité et démocratie, qui aurait pensé que nous serions ici, en 2002, à Porto Alegre, cette ville si accueillante, pour parler ensemble de l'économie solidaire non seulement entre nous, acteurs de l'économie solidaire, mais bien dans le cadre de cet événement incroyable qu'est le Forum social mondial. Et pourtant, nous sommes ici. Et pourtant nous serons ici encore ou ailleurs l'année prochaine, nous serons partout où il faut être pour continuer à échanger et apprendre l'un de l'autre.

Si tout cela est possible, si nous sommes ici, plus nombreux et plus forts que jamais, il n'y a aucun doute dans mon esprit qu'oui ! une autre mondialisation est possible et oui ! l'économie solidaire est partie intégrante de cet autre monde, ce monde solidaire, équitable et démocratique, que nous sommes en train de construire ensemble.